

Alain Labrousse, Marie-Christine Doceul
10 mai 2001

Le Bellecour, 10 mai 2001

Les conflits locaux liés à la drogue dans l'après Guerre froide

L'invité du café Bellecour ce jeudi 10 mai était Alain LABROUSSE, bien connu pour sa compétence en matière de drogues et de toxicomanie.

Cet ancien professeur de Lettres, comme il l'indiqua en réponse à une question, s'était mis au service de l'Observatoire des Drogues et de la Toxicomanie qui vient de fermer après 10 ans de fonctionnement, faute de financement. Il est remplacé par une nouvelle association, l'AEGD (Association pour l'Etude de la Géopolitique de la Drogue), Les anciens rapports du défunt Observatoire sont toujours consultables sur le site www.ogd.org (le dernier date de 1998-1999).

A. LABROUSSE tient à rappeler quelques données incoutournables, à commencer par l'escalade des profits réalisés entre la production et la consommation (le prix d'un kg de cocaïne peut être multiplié par 1000). Or Alain JOXE, le politologue affirme que chaque saut de profit peut nourrir une rébellion. Quelques exemples récents montrent que la drogue sert à financer la guerre : au Kurdistan, le PKK contrôle la filière qui va des labos d'Anatolie jusqu'à la distribution en Allemagne. Tout l'argent gagné va au PKK. Au Kosovo, l'UCK achète de l'héroïne à Istanbul, le revend en Suisse où elle achète des armes. En Casamance, la période de la récolte de cannabis coïncide avec la recrudescence de la lutte armée car elle permet l'achat d'armes. Mais une fois les conflits terminés, on remarque que le trafic continue : les anciens « freedom fighters » de Bosnie sont reconvertis dans les trafics et le grand banditisme. En Colombie, le mouvement révolutionnaire marxiste dérive vers le trafic pour permettre la reproduction de son organisation. Le lien entre la guerre et la drogue n'est pas nouveau : dans *Illiade*, les dieux agitent une capsule de pavot sous le nez des guerriers endormis. Le mot « assassin » vient de « haschachin », les combattants sous l'influence du haschich. Un prochain n° de la revue Histoire devrait exposer ce qu'il en est de la guerre pour la drogue : guerre de la coca en Colombie et bien sûr guerre de l'opium.

La fin de la guerre froide a permis une « démocratisation » des trafics, ex : en Afghanistan, 1er producteur mondial d'opium, on est passé d'un trafic de 400 T à la fin de la guerre à 2500 T entre 1994 et 1998 jusqu'au record de 4600 T en 1999 (soit 460 T d'héroïne), car les belligérants ayant perdu l'aide des grandes puissances doivent trouver des revenus de rechange. La production a reculé en 2000 : 3600 T du fait de la sécheresse. Malgré ce recul, il y a surproduction et les talibans décident d'arrêter la production pendant quelques années, ce qui convient bien au discours religieux du chef taliban.

Débat

A la question sur la situation en Colombie, A. LABROUSSE rappelle le tournant de 1995 avec le démantèlement du cartel de Medellin. La conséquence en est la décentralisation de l'organisation, la fragmentation en 40 organisations plus petites qui traitent la même quantité ou plus. Car la guerre civile provoque un accroissement de la production de coca, malgré la pratique de la défoliation conduite par le gouvernement contre la guérilla marxiste et le plan Colombie des Américains (auquel les Français ont refusé de participer financièrement). Quant au Liban, la guerre a provoqué le développement de la culture du cannabis et du pavot. Mais les Syriens ont détruit les cultures illicites de la plaine de la Bekaa, ce qui permet à Hafez-el-Hassad d'être plus présentable aux yeux des diplomates. En effet, la diplomatie est sensible au problème de la drogue, peut-être plus qu'à celui des droits de l'homme, cf. critiques contre Hassan II

Jacques Defossé pose la question de l'usage et de l'utilité de la télédétection. A. L. répond que les satellites militaires US ont donné en 1999 le chiffre de 1600 t d'opium. Or les enquêtes sur le terrain indiquent 4600 T. SPOT a donné des renseignements sur la Thaïlande mais le repérage est difficile et nécessite une enquête complémentaire sur le terrain. Les observations satellitaires sont limitées dans les régions montagneuses peu accessibles, et en cas de camouflage, comme avec la culture de la coca sous couvert de la culture du manioc en Amazonie. Le programme de l'ONU contre la culture de la drogue, doté d'un budget de 50 Millions de \$, propose le développement alternatif comme solution. Mais A.L. fait remarquer que ce programme récompense les paysans qui faisaient du pavot et pas ceux qui avaient refusé de le faire ! Par ailleurs, la drogue permet de peupler des régions difficiles : 200 000 familles (= 1 M personnes) vivent du cannabis dans les montagnes marocaines...

Un étudiant fait judicieusement remarquer que l'argent de la drogue finit par nous revenir, à nous pays riches, fabricants d'armes. En effet, la Colombie gagne avec la drogue de 1 à 3 Milliards de \$ par an, mais 90 % de l'argent gagné se recycle dans les pays riches, avec comme lieux privilégiés du recyclage : St-Martin, Jersey, Monaco.

Pour conclure après ce sombre tableau, **J. Defossé** s'enquiert des perspectives d'action. LABROUSSE répond que le programme de lutte des Nations-Unies est sans doute moins important que d'autres actions type FAO, Interpol. Il souligne pour finir que l'étude de la drogue est un moyen pédagogique pour comprendre les problèmes plus généraux que sont les rapports N/S, la corruption...

Compte-rendu : Marie-Christine Doceul